



Le rapport des Français au multilatéralisme

Rapport de résultats

Avril 2019

INSTITUT
MONTAIGNE



La méthodologie



Échantillon

- Enquête réalisée auprès d'un échantillon de **1020 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- La représentativité de l'échantillon est assurée par la **méthode des quotas** (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence) et stratification par région.



Mode de recueil

- Enquête réalisée **par téléphone**.



Dates de terrain

- Le terrain s'est déroulé du **11 au 15 avril 2019**.

Institut Montaigne

Kantar

Guillaume Caline

Guillaume.caline@kantarpublic.com

01 40 92 35 91

Eddy Vautrin-Dumaine

Eddy.vautrin-dumaine@kantarpublic.com

01 40 92 45 60

Ce document a été rédigé en accord avec nos procédures Qualité.



Principaux enseignements (1/2)

Face aux grands enjeux qui se posent au monde aujourd'hui, les Français se montrent largement favorables à des approches multilatérales et de coopération interétatique que ce soit au niveau de l'ONU, de l'UE ou via des rapprochements plus *ad hoc*.

Le changement climatique et le terrorisme (dans une moindre mesure) : deux sujets prioritaires dans le monde d'aujourd'hui

Parmi les défis qui se posent au monde d'aujourd'hui et qui nécessitent une action urgente, 2 sont particulièrement perçus par les Français : **le changement climatique d'abord qui est cité par près de 9 Français sur 10 (87%, dont une majorité (52%) qui le cite en premier) et le terrorisme (78%)**. Les conflits armés (48%), les migrations (43%) et les cyber-menaces (38%) arrivent ensuite.

Le cadre global (l'ONU par exemple) : l'échelon d'intervention le plus évoqué à l'exception d'un sujet : celui des migrations où c'est l'Union européenne qui est attendue

Interrogés sur l'échelon pertinent pour traiter de ces sujets, les Français évoquent **d'abord et de loin les cadres collectifs de coopération entre Etats** (qu'il s'agisse de l'UE ou de l'ONU) plutôt que l'échelle nationale qui est toujours le dernier échelon cité, malgré quelques nuances. Ainsi il est davantage cité lorsqu'il s'agit des migrations (17%) que s'agissant des conflits armés (6%), du changement climatique (10%) ou du terrorisme (10%).

Derrière la notion de cadres collectifs, **c'est d'abord l'action de la France au sein d'un cadre global (l'ONU par exemple) qui semble avoir la préférence des Français** et c'est particulièrement vrai concernant les conflits armés : ils ont en effet **55% à considérer que la France devrait prioritairement se saisir de ce sujet dans un cadre global (ONU) contre 22% à citer le cadre d'une alliance de pays partenaires souhaitant travailler ensemble sur ce sujet et 16% à lui préférer le cadre de l'UE**.

Une préférence qui se retrouve aussi (mais dans une moindre mesure) à propos des autres sujets : près de 4 Français sur 10 souhaitent que la France se saisisse du changement climatique (39%), du terrorisme (37%) et des cyber-menaces (37%) dans un cadre global comme celui de l'ONU. Les autres se répartissant de manière quasi égale entre le souhait d'une action de la France dans le cadre de l'UE ou avec des pays partenaires souhaitant travailler ensemble sur ce sujet.

Il y a toutefois un sujet sur lequel les Français interrogés **se montrent plus partagés : les migrations. Ils plus nombreux à considérer que c'est d'abord dans le cadre de l'UE que la France doit se saisir de ce sujet** : 33% contre 25% dans un cadre global (celui de l'ONU par exemple), 24% avec des pays partenaires et 17% à l'échelon national.

Des Français très largement favorables à une coopération avec d'autres pays y compris si cela nécessite des concessions sur ses propres intérêts

Plus de 9 Français sur 10 (92%) considèrent que la France devrait coopérer avec d'autres pays pour relever les défis qui se posent au monde dont 57% même qui pensent qu'elle devrait absolument le faire.

Parmi les Français qui se déclarent favorables à une coopération interétatique, **une large majorité (78%) d'entre eux considère même que la France devrait coopérer avec d'autres Etats y compris si cela implique dans un premier temps, pour elle, de mettre ses propres intérêts en retrait**. Au contraire, 19% s'y opposeraient le cas échéant.

Des coopérations qui doivent être guidées par les valeurs de la France plutôt que par ses intérêts économiques

Enfin, **plus des ¾ des Français interrogés (77%) déclarent que ce sont les propres valeurs du pays (par exemple le respect des Droits de l'Homme) et non ses propres intérêts (économiques) (20%) qui devraient guider la coopération entre la France et les autres Etats pour résoudre les problèmes qui se posent au monde**.

Principaux enseignements (2/2)



Des Français relativement partagés sur les bénéfices de l'appartenance de la France à l'Union européenne mais une majorité (relative) exprime le souhait d'un engagement plus important.

Plus de 6 Français sur 10 considèrent que l'appartenance de la France à l'Union européenne leur apporte à la fois des avantages et des inconvénients, contre 2 sur 10 (23%) qui considèrent qu'elle lui apporte plutôt des avantages et 1 sur 10 (13%) plutôt des inconvénients.

Malgré ce bilan en demi-teinte, **une majorité relative des Français (42%) souhaite que le pays s'engage davantage** qu'aujourd'hui au sein de l'Union européenne contre 37% qui préféreraient un niveau d'engagement similaire et 18% un engagement moins important.



Un jugement relativement positif sur l'appartenance de la France à l'ONU mais des Français en revanche plus rétifs concernant un engagement plus important en son sein

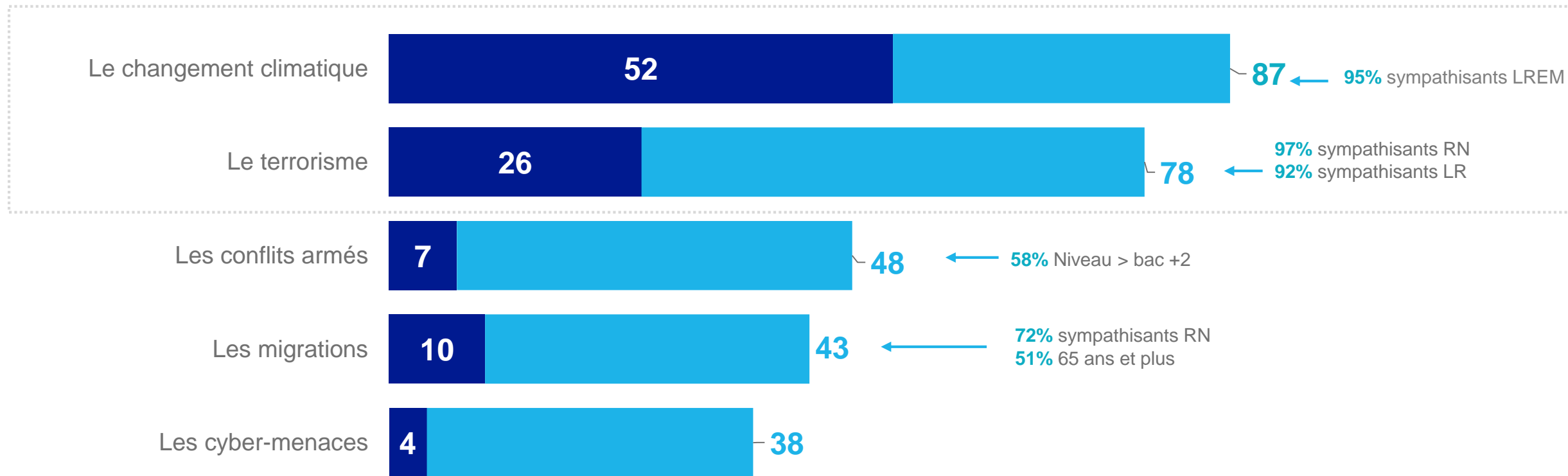
Pour plus d'un tiers des Français, l'appartenance de la France à l'ONU apporte plutôt des avantages (35%) à la France versus une courte majorité (53%) qui considère qu'elle apporte à la fois des avantages et des inconvénients et 7% qui estiment que celle-ci apporte plutôt des inconvénients au pays.

En revanche, **une majorité relative de Français (42%) ne souhaite pas d'évolution dans le niveau d'engagement de la France au sein de l'ONU** alors qu'ils sont plus d'un Français sur trois (36%) à souhaiter que celui-ci soit plus important contre seulement 11% qui souhaiteraient au contraire que celui-ci soit moins important.

Le changement climatique et, dans une moindre mesure, le terrorisme : les 2 sujets pour lesquels il est le plus urgent d'agir aujourd'hui dans le monde

Je vais vous citer 5 sujets. Selon vous quel est celui où il est le plus urgent d'agir aujourd'hui dans le monde ?

■ En premier ■ Total des réponses citées



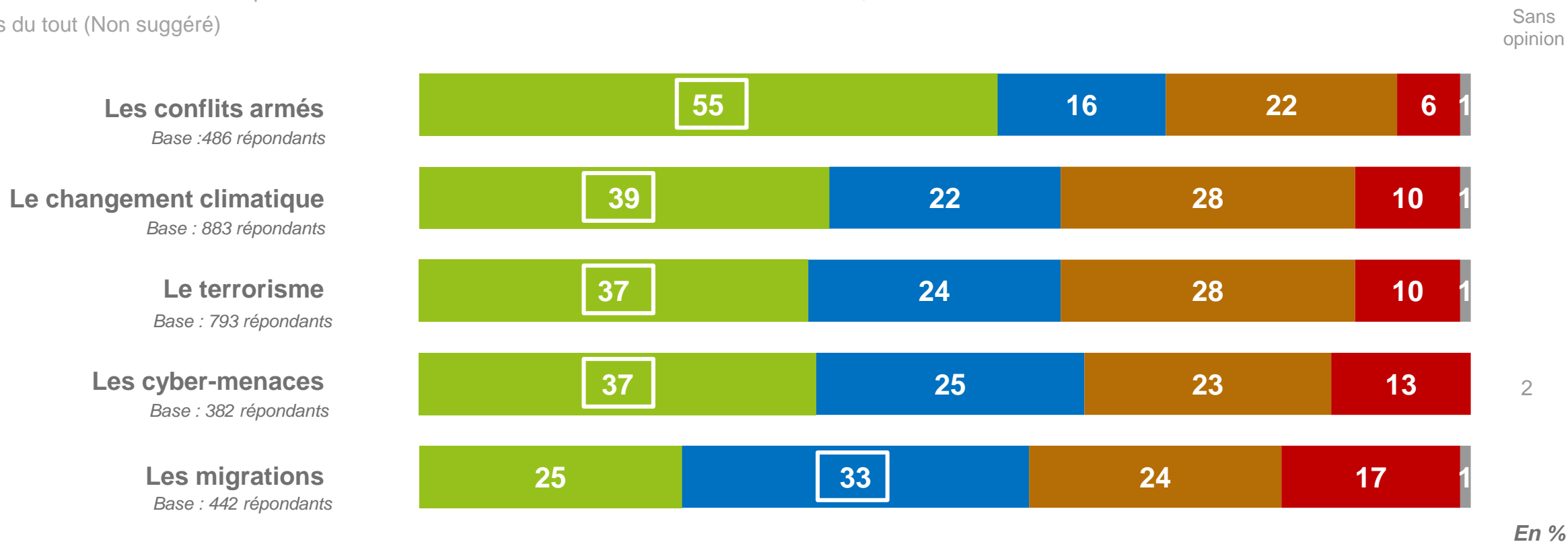
Base : 1020 individus - Question posée à tous

En %

Quelque soit le sujet, les Français se montrent bien davantage favorables à des actions collectives et multilatérales qu'à une action isolée de la France

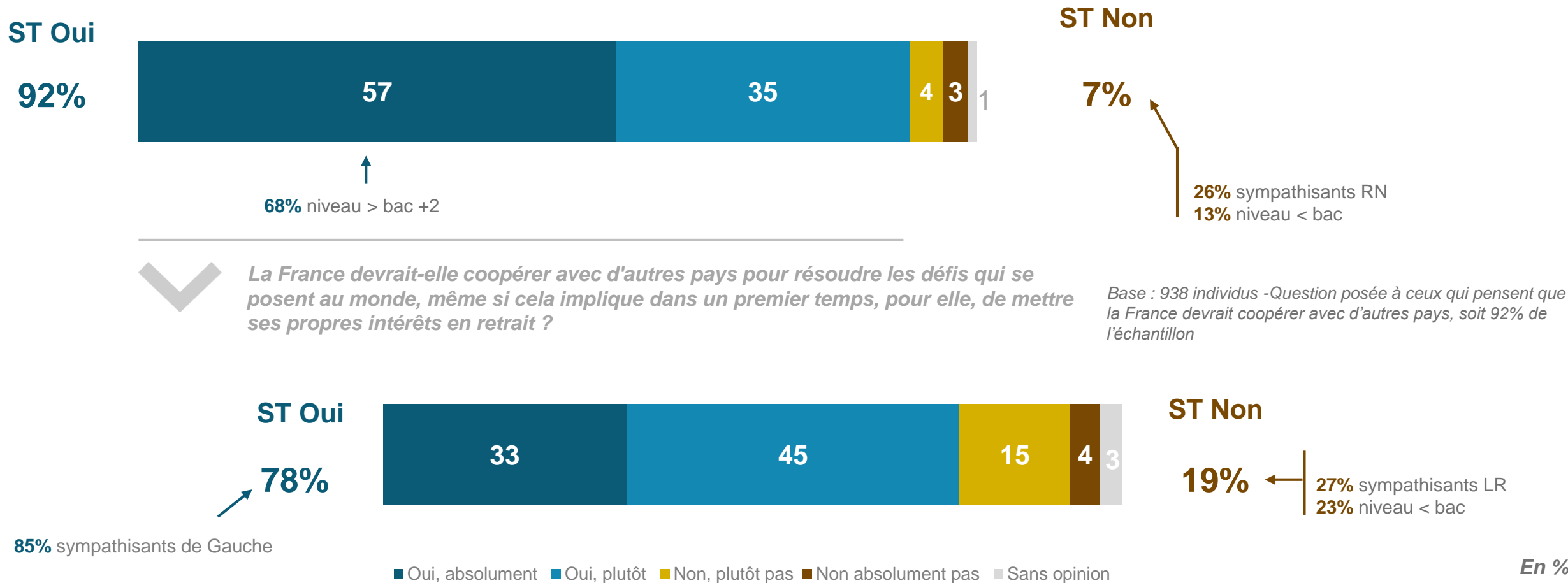
A quel échelon la France devrait-elle prioritairement se saisir des sujets suivants?
A ceux qui ont cité le sujet comme étant parmi les plus importants

- Dans un cadre global, par exemple au sein de l'ONU
- Dans le cadre de l'Union Européenne
- Pas du tout (Non suggéré)
- Avec des pays partenaires, qui souhaitent travailler ensemble sur ce sujet
- Seule, à l'échelle nationale



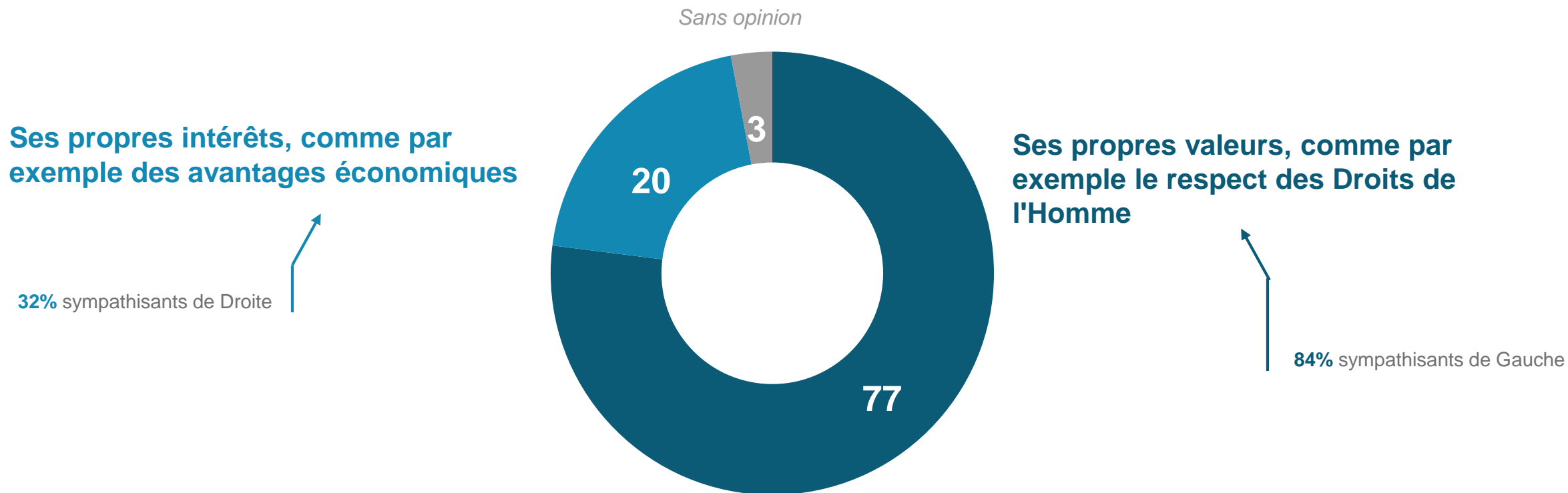
Une très large majorité des Français considère que la France devrait coopérer avec d'autres pays pour relever les défis qui se posent au monde, et ce même si cela implique, dans un premier temps, de mettre ses propres intérêts en retrait

Selon vous, la France devrait-elle coopérer avec d'autres pays pour relever les défis qui se posent au monde ?



Pour près de 8 Français sur 10 la France devrait coopérer avec d'autres Etats en se laissant guider par ses propres valeurs (Droits de l'Homme) contre 2 sur 10 qui considèrent qu'elle devrait le faire en fonction de ses propres intérêts (économiques)

Qu'est-ce qui devrait guider la France dans sa coopération avec d'autres Etats pour résoudre des problèmes qui se posent au monde ?

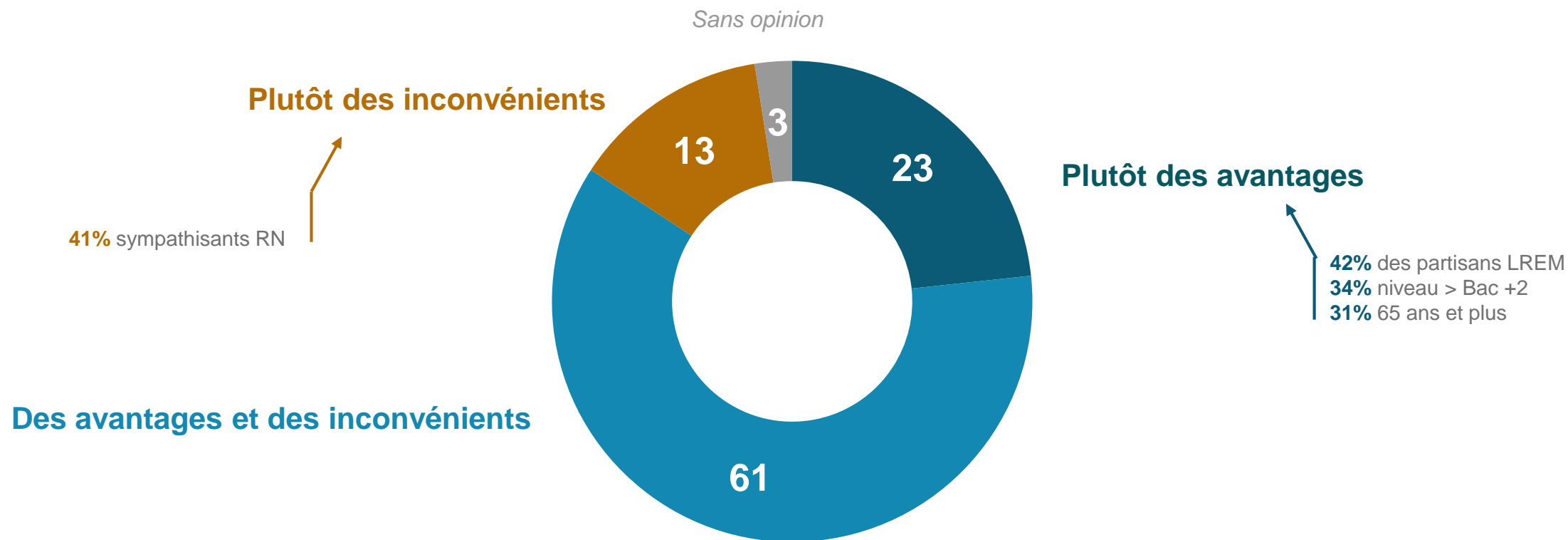


Base : 1020 individus - Question posée à tous

En %

Des Français partagés sur les bénéfices de l'appartenance de la France à l'Union européenne : plus de 6 Français sur 10 considèrent que celle-ci apporte à la France des avantages et des inconvénients contre 2 sur 10 qui considèrent qu'elle lui apporte plutôt des avantages

Selon vous, l'appartenance à l'Union européenne apporte à la France plutôt des avantages, plutôt des inconvénients ou les deux à la fois ?

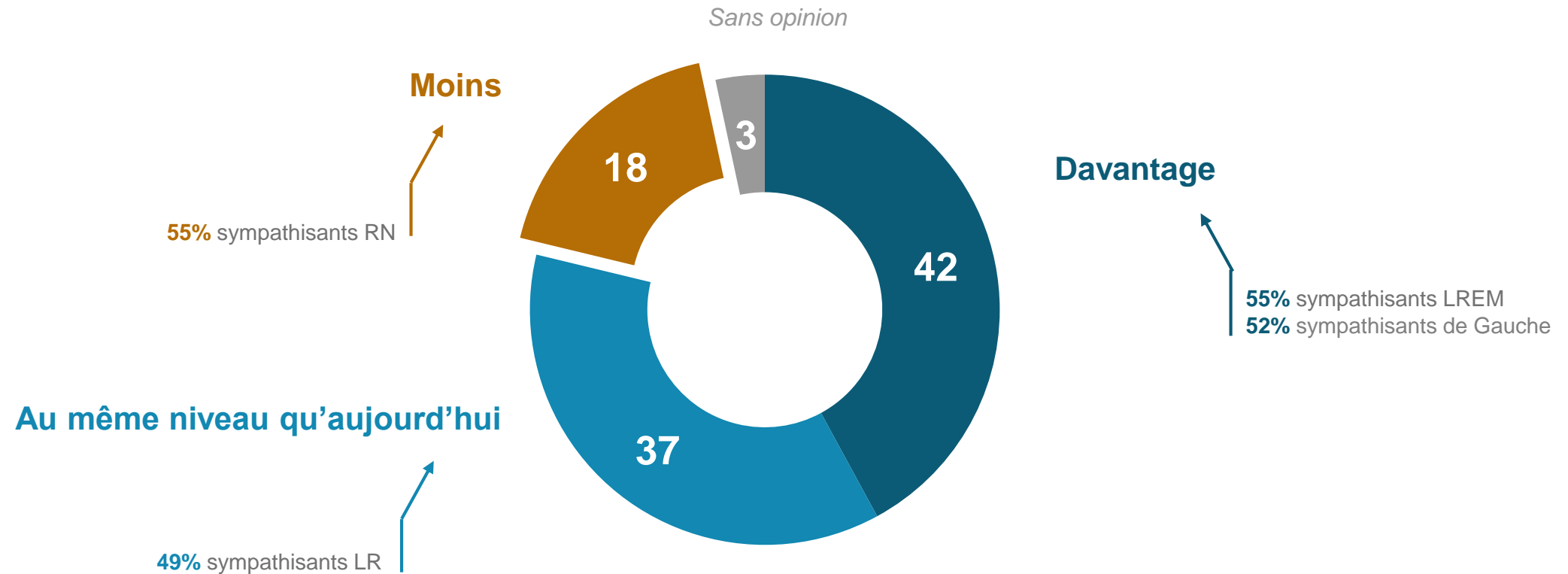


Base : 1020 individus - Question posée à tous

En %

Toutefois, une majorité (relative) des Français souhaite que leur pays s'engage davantage qu'aujourd'hui au sein de l'Union européenne contre 37% qui préféreraient un niveau d'engagement similaire

Selon vous à l'avenir la France devrait-elle s'engager davantage, moins ou au même niveau qu'aujourd'hui au sein de l'Union européenne ?

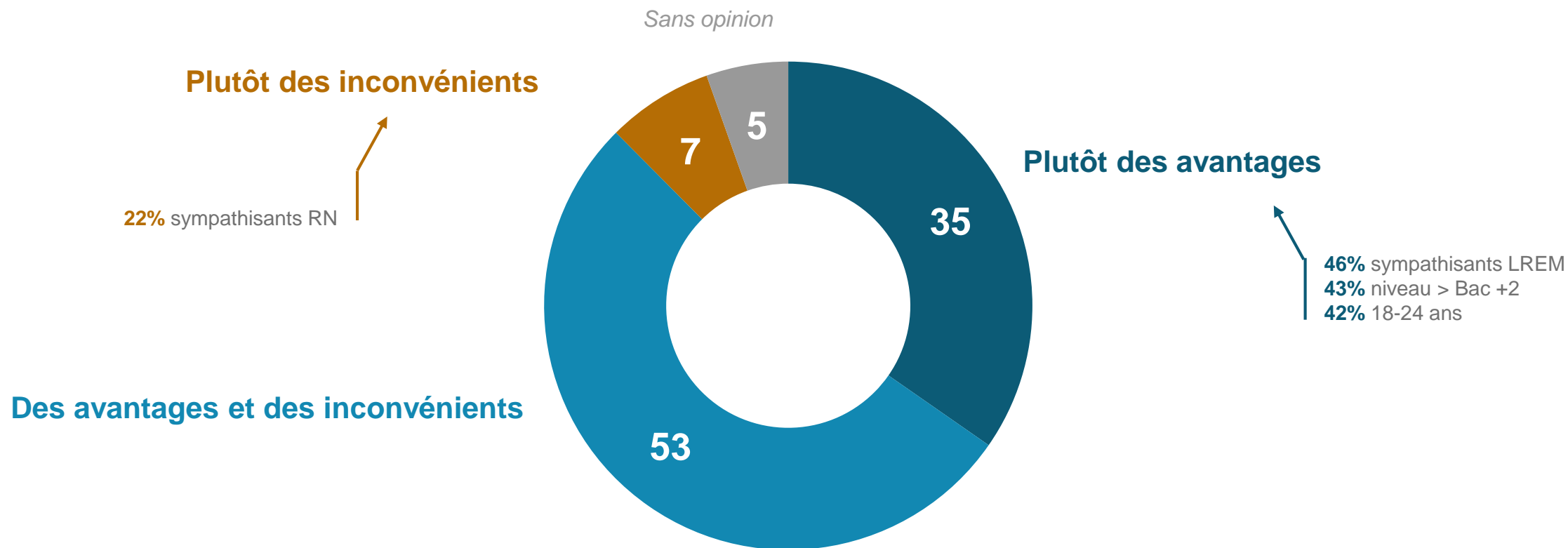


Base : 1020 individus - Question posée à tous

En %

Concernant l'appartenance de la France à l'ONU, plus d'un tiers des Français juge qu'elle apporte plutôt des avantages et plus de la moitié des avantages et des inconvénients

Selon vous, l'appartenance à l'ONU apporte à la France plutôt des avantages, plutôt des inconvénients ou les deux à la fois ?

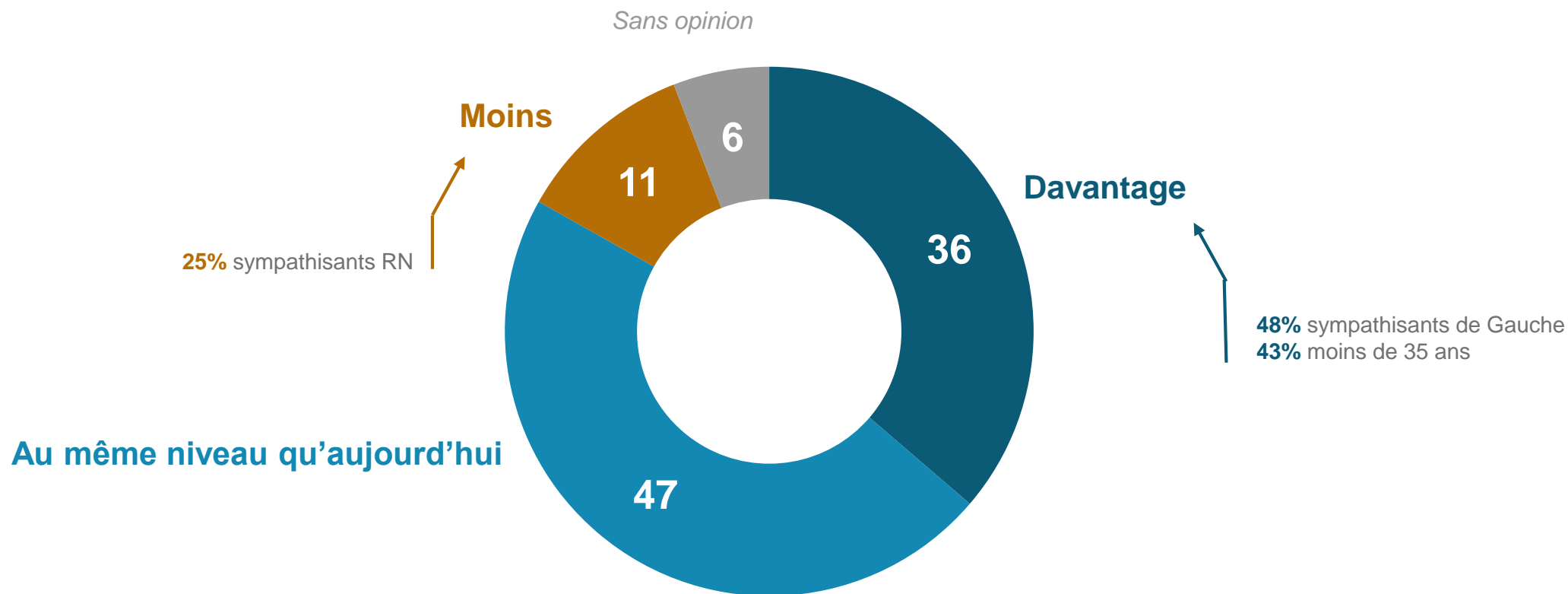


Base : 1020 individus - Question posée à tous

En %

Une majorité (relative) de Français ne souhaite pas d'évolution dans le niveau d'engagement de la France au sein de l'ONU quand plus d'un tiers souhaiterait toutefois que celui-ci soit plus important

Selon vous à l'avenir la France devrait-elle s'engager davantage, moins ou au même niveau qu'aujourd'hui au sein de l'ONU ?



Base : 1020 individus - Question posée à tous

En %